Agriculture

En 1970, il y avait 1 588 000 exploitations agricoles avec 3 millions d’agriculteurs.
En 2022, il n’y a plus que 416 000 exploitations et 416 000 agriculteurs.

Défendons notre agriculture au sein de l’UE de la même façon que nous avons imposé l’exception culturelle française.
Réclamons une alimentation saine et française sur l’ensemble du territoire.
Détruire tous les élevages intensifs en indemnisant les propriétaires qui les ont développés sous l’impulsion de la Politique Agricole Commune depuis plus de 40 ans.
L’élevage intensif est la principale cause de maltraitance animale.

Les prix des produits doivent être fixés par les pouvoirs publics en collaboration avec le secteur agricole, et non par les professionnels de la transformation et de la distribution.
Il faudra interdire l’utilisation de désherbants chimiques à base de glyphosate et favoriser le désherbage mécanique.
Les cantines scolaires et les administrations doivent s’approvisionner en priorité auprès des éleveurs et des agriculteurs français pour préparer les repas.
Les dépenses agricoles représentent près de 40% du budget de l’UE, favorisant la surproduction et enrichissant les multinationales de l’agroalimentaire, aux dépens des agriculteurs européens, notamment français.

Bien sûr, rejeter les subventions de la PAC, montants à soustraire de notre participation au budget européen.
Les produits importés devront respecter les mêmes critères que ceux imposés à nos agriculteurs.
Cependant, ces exigences ne s’appliqueront pas aux produits de la pêche.
Il faudra également protéger ce secteur des obligations déraisonnables fixées par l’Europe.